

Bureau International Catholique de l'Enfance

Rapport financier Exercice clos le 31 décembre 2010

Préambule

Le résultat du Bice pour l'exercice 2010 ressort en excédent de 104 K€ contre 56 K€ en 2009.

Ce résultat n'a pu, encore plus que l'an dernier, être obtenu que grâce à des legs et donations particulièrement importants (421 K€ contre 248) ainsi que par deux aides de la Fondation Pro Pueris pour financer des charges à caractère exceptionnel concernant d'une part nos projets en Côte d'Ivoire et au Mali pour 180 K€ et d'autre part le surcoût lié à la reconstitution de la DR Afrique à Bruxelles pour 150 K€.

Les conséquences de la rupture avec l'association allemande KiRA (anciennement Bice Deutschland) ont en effet lourdement pesé sur cette année 2010, tant en termes de financement de nos structures en Afrique qu'en raison des difficultés de gestion des relations avec KiRA durant cette période de transition.

D'un autre côté, les investissements entrepris en 2009 et poursuivis en 2010 pour la reconstitution de la base de donateurs, indispensable au développement de la collecte, ont commencé à produire des résultats encourageants, puisque le nombre de donateurs, malgré la période de crise de l'économie, s'est très légèrement accru.

I. Le compte d'emploi des ressources

Les ressources

Les produits de la générosité du public : 2.922 K€

La collecte, presque exclusivement réalisée par le bureau de Paris, s'élève pour l'exercice à 2.922 K€ contre 2.685 K€ pour l'année 2009 soit une hausse de près de 9%.

La collecte en France auprès du public est en progression de 3,7% à 2.495 K€. Si cette progression est encourageante en période de crise et traduit les premiers résultats de l'investissement effectué depuis 2009 pour le recrutement de nouveaux donateurs, elle n'en reste pas moins à un niveau encore insuffisant pour le financement des missions du Bice.

Les legs représentent un montant exceptionnel de 403 K€ contre 243 K€ l'exercice précédent. L'augmentation des legs, dont le coût de collecte est marginal, est pour le Bice un enjeu essentiel. Les éléments disponibles à ce jour ne permettent pas d'envisager un niveau de legs aussi important en 2011.

Les autres fonds collectés : 1.984 K€

Ces fonds recueillis auprès d'organismes publics et d'institutions et fondations diverses pour le financement de projets spécifiques représentent 1.984 K€ (dont 434 directement reçus par nos bureaux en Afrique).

Ils comprennent les subventions exceptionnelles reçues de Pro Pueris (330 K€)

Hors ces subventions exceptionnelles, les fonds collectés pour les projets sont en diminution de près de 25%, principalement en raison de la période de transition avec KiRA et de l'arrêt des aides privées ou publiques à nos actions en Côte d'Ivoire.

Les autres produits : 54 K€

Les autres produits (cotisations, produits financiers, ventes de cartes de voeux) représentent 54 K€, montant comparable à l'exercice précédent (62 K€).

Les emplois

Les missions sociales : 3.543 K€

Le coût des missions sociales est constitué par :

- Les programmes sur le terrain pour 3.356 K€, montant comparable à 2009 malgré la diminution des financements obtenus de nos bailleurs de fonds.
- Le coût des actions de sensibilisation, formation et promotion des politiques de l'enfance pour 187 K€, montant comparable à l'an dernier grâce à la maîtrise des coûts du bureau de Genève.

Les frais de recherche de fonds : 1.043 K€

Ces frais sont en légère diminution par rapport à l'an dernier (-6%), l'aide exceptionnelle accordée par Pro Pueris en 2009 n'ayant pas été reconduite et la prospection « téléphonique » ayant été privilégiée sur la prospection « mailing » en application d'un contrat avantageux. La nécessaire poursuite de la reconstitution de notre fichier de donateurs par des actions de prospection (mailing ou téléphone) représente un coût élevé, mais indispensable si nous voulons espérer voir notre collecte auprès de nos donateurs fidèles retrouver le niveau nécessaire au financement de nos actions.

Les frais de fonctionnement et autres charges : 542 K€

- Frais de communication : 295 K€, montant comparable aux deux années précédentes
- Autres charges : 247 K€ contre 391 K€ en 2009
Il s'agit des frais de gestion financière, administrative et statutaire et des coûts du

Secrétariat Général. Ils sont de nouveau en forte diminution, en particulier du fait d'une assemblée « virtuelle » en 2010.

II. Le compte de résultat

Le compte de résultat ne diffère du compte d'emploi des ressources que par la présentation des frais par nature et non par objet de ces frais.

Le résultat d'exploitation ressort négatif de 194 K€ contre un résultat négatif de 124 K€ en 2009.

Corrigé de la variation des fonds dédiés, ce résultat ressort positif de 78 K€, identique à 2009.

Le résultat net ressort en excédent de 104 K€ contre 56 K€ en 2009.

III. Le bilan

Les comptes de bilan n'appellent que peu de commentaires :

- Les fonds dédiés représentent 746 K€ contre 1.018 K€. Sur ce montant, les fonds dédiés « Tsunami » ne représentent plus que 42 K€ (contre 119) et les autres fonds 704 K€ (contre 899).
- La trésorerie, y compris les placements à court terme et les dons 2010 encaissés en 2011 s'élève à 1.755 K€. Déduction faite des fonds dédiés, elle s'élève à 1.009 K€ (contre 582).
- Les fonds dédiés ont, pour l'essentiel, été versés sur des comptes bancaires spécifiques, distincts du compte de fonctionnement.
- Compte tenu du résultat de l'exercice, les fonds propres du Bice s'élèvent à 743 K€ contre 639 K€ au 31/12/2009.

PERSPECTIVES 2011

L'année 2010 aura été pour le BICE marquée par les conséquences de l'indépendance prise par KiRA et par la poursuite de l'effort de reconstitution de notre fichier des donateurs.

Le financement de nos activités en Afrique a été extrêmement difficile à obtenir :

- en particulier pour la Côte d'Ivoire où tous les financements privés ou publics de nos activités ont été suspendus depuis fin 2009 compte tenu de la crise politique, et l'aide de Pro Pueris a été déterminante dans la poursuite de nos activités sur place,

- mais aussi pour la République Démocratique du Congo où les financements et co-financements assurés par ou promis par KiRA ont été souvent reportés voire annulés, amenant le Bice à financer une partie du programme sur ses fonds propres. Cette situation conduira sans doute en 2011 à une rupture définitive des relations avec KiRA, maintenues en 2010 dans le cadre de l'accord pour la poursuite du projet global.

Cette situation a conduit à prendre, dès 2010 dans certains pays et début 2011 de manière lourde en RDC, des mesures de réduction de nos activités se traduisant par le licenciement d'une part importante du personnel et des négociations pour le transfert à d'autres organisations de la gestion de certains centres d'accueil.

Les investissements nécessaires à la reconstitution du fichier des donateurs ont été poursuivis en 2010, axés sur des opérations de prospection ou de fidélisation téléphonique dans le cadre d'un accord avec un partenaire. Les dons du public, hors legs, ont connu une légère progression et l'augmentation du nombre de nos donateurs est enfin réelle, même si elle reste à confirmer. La poursuite de ces investissements reste une nécessité.

Le développement de notre base de donateurs et la consolidation de nos activités en Afrique, une fois la situation en Côte d'Ivoire stabilisée et notre présence en RDC redéfinie sans KiRA, seront, avec la poursuite de la maîtrise de nos frais généraux, les enjeux de l'année 2011 pour le Bice.

Paris le 12 avril 2011

Le Trésorier

Christian de Chastellux